

Service Installations classées  
Service Environnement

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
n°DDPP-SE-2025-06-16**

**du 23 JUIN 2025**

**à l'encontre de la société ANIMAL FOOD DIFFUSION  
sur la commune de Sainte-Blandine (38110)**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup> titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts sous la rubrique n°1510 ;

Vu le récépissé de déclaration n°2011/0219 du 31 mars 2011 donnant acte d'exploiter un entrepôt couvert d'un volume de 41 491 m<sup>3</sup> délivré à la société ANIMAL FOOD DIFFUSION ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations de l'Isère (DDPP) du 29 avril 2025, réalisé à la suite de la visite effectuée le 31 mars 2025 du site de la société ANIMAL FOOD DISTRIBUTION situé sur la commune de Sainte-Blandine (38110) ;

Considérant la lettre recommandée, avec accusé réception du 29 avril 2025, de l'inspection des installations classées de la DDPP adressée à la société ANIMAL FOOD DISTRIBUTION, faisant office de

consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site implanté sur la commune de Sainte-Blandine ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la visite effectuée le 31 mars 2025 par l'inspection des installations classées de la DDPP a notamment porté sur le contrôle des moyens de prévention du risque incendie en entrepôt lors d'une opération coordonnée sur la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant que le dossier reprenant les dispositions à prendre en compte en cas de sinistre n'a pas été mis en place sur le site conformément à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts sous la rubrique n°1510 ;

Considérant que l'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils constituent une source de danger pour l'environnement ;

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation susvisée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ANIMAL FOOD DIFFUSION de respecter les dispositions de l'article 1.8.1 de l'annexe II des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère,

#### Arrête

Article 1 : La société ANIMAL FOOD DIFFUSION (SIRET : 44928767100019) exploitant une installation de stockage et distribution de produits et d'aliments pour animaux de compagnie sise au ZA de Bel Air sur la commune de Sainte-Blandine (38110) est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 1.8.1 et 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts sous la rubrique n°1510, et notamment :

- d'élaborer un plan de défense incendie comprenant l'ensemble des dispositions de sécurité à prendre en compte en cas de sinistre ;
- de faire réaliser un contrôle périodique de l'entrepôt par un organisme agréé.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin et le directeur départemental de la protection des populations de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ANIMAL FOOD DIFFUSION et dont copie sera adressée au maire de Sainte-Blandine.

**23 JUIN 2025**

La préfète

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

Pour la Préfète, par délégalion,  
le Secrétaire Général

**Laurent SIMPLICIEN**